

RCS : REIMS Code greffe : 5103

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00370 Numéro SIREN : 501 434 898 Nom ou dénomination : ALDI REIMS
--

Ce dépôt a été enregistré le 23/07/2020 sous le numéro de dépôt 3851

Greffe du tribunal de commerce de Reims



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 23/07/2020

Numéro de dépôt : 2020/3851

Déposant :

Nom/dénomination : ALDI REIMS

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 501 434 898

N° gestion : 2010 B 00370

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
(I)				
similaires	120 594	64 718	55 876	11 358
relles	14 309 826	3 960 684	10 349 142	10 349 142
incorporelles				
corporelles	14 430 420	4 025 402	10 405 018	10 360 500
	9 487 932	5 822 725	3 665 207	3 560 285
iel	8 507 706	5 586 300	2 921 405	1 440 645
elles	29 266 031	19 043 807	10 222 224	7 821 249
corporelles	47 261 669	30 452 833	16 808 836	12 822 179
e de meq				
participations				
ères	80 729		80 729	80 729
ncières	80 729		80 729	80 729
mmobilisé (II)	61 772 818	34 478 235	27 294 583	23 263 408
nnements	437 618		437 618	412 296
ns				
vices				
	14 712 515	118 750	14 593 765	14 909 963
	15 150 133	118 750	15 031 383	15 322 259
s sur	16 380		16 380	3 094
	914 387	327 942	586 445	603 357
	12 892 927		12 892 927	15 393 409
versé	13 807 314	327 942	13 479 372	15 996 766
ent				
	982 692		982 692	477 940
	982 692		982 692	477 940
	637 119		637 119	607 856
ff circulant (III)	30 593 638	446 692	30 146 946	32 407 915
etaler (IV)				
s obligations (V)				
(V)				
al Général (I & VI)	92 366 456	34 924 927	57 441 528	55 671 323



CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



LH

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
(dont versé :10 917 400,00)	10 917 400	10 917 400
tion, d'apport, ...)	290 014	290 014
(dont écart d'équivalence :)		
ontractuelles	1 091 740	1 091 740
(dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
(dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
	1 091 740	1 091 740
	69 382	63 108
ICE (bénéfice ou perte)	3 217 955	3 706 274
ment		
	256 739	373 229
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	15 843 230	16 441 764
titres participatifs		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
	542 165	610 014
	1 535 283	1 535 283
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 077 448	2 145 297
vertibles		
res		
s des établissements de crédit	3 802 248	5 751 251
cières divers (dont emprunts participatifs :)	889 835	793 087
es	4 692 083	6 544 338
us sur commandes en cours		
ptes rattachés	24 843 140	23 419 621
s	9 180 950	6 620 230
s et comptes rattachés	1 786	2 427
	802 891	497 646
ation	34 828 767	30 539 923
ce		
TOTAL DETTES (IV)	39 520 850	37 084 261
sif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	57 441 528	55 671 323



Handwritten signature or initials.

Situation	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
	275 249 070		275 249 070	274 202 783
	111 449		111 449	131 452
	583 231		583 231	553 167
	275 943 750		275 943 750	274 887 402
ts et provisions, transferts de charges			895 640	1 404 954
			922 141	686 669
Total des produits d'exploitation (I)			277 761 531	276 979 025
compris droits de douane)			207 044 821	209 002 299
diées)			376 339	-1 207 075
es et autres approvisionnements (y compris droits de			1 164 469	1 137 073
premières et approvisionnements)			17 513	4 756
ternes			30 065 836	28 885 363
s assimilés			2 777 760	2 826 373
			18 183 725	18 412 506
			5 550 941	5 401 156
sur Dotations aux amortissements			3 437 429	2 902 035
Immobilisations Dotations aux provisions				147 532
Sur actif circulant : dotations aux provisions			163 168	462 415
Pour risques et charges : dotations aux provisions			447 156	481 355
			3 446 961	2 603 590
Total des charges d'exploitation (II)			272 676 117	271 059 378
ION			5 085 414	5 919 647
ransférée (III)				
e transféré (IV)				
icipations				
mobilières et créances de l'actif immobilisé				
assimilés			57 705	58 565
transferts de charges				
ange				
de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			57 705	58 565
mortissements et provisions				
es			70 278	488
hange				
ns de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			70 278	488
(V - VI)			-12 573	58 077
VANT IMPÔTS (I-II-III-IV+V-VI)			5 072 841	5 977 724



Etat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
sur opérations de gestion	374 884	529 202
sur opérations en capital	30 403	64 466
et transferts de charges	732 797	1 064 551
Total des produits exceptionnels (VII)	1 138 083	1 658 219
sur opérations de gestion	102 208	
sur opérations en capital	305 791	324 689
s aux amortissements et provisions	332 353	1 548 202
Total des charges exceptionnelles (VIII)	740 353	1 872 891
NNEL (VII -VIII)	397 730	-214 672
aux résultats de l'entreprise (IX)	601 843	507 840
(X)	1 650 773	1 548 938
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	278 957 319	278 695 809
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	275 739 364	274 989 535
(total des produits - total des charges)	3 217 955	3 706 274



es

GENERALES

partie intégrante des comptes annuels.

exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019 et la gérante de la société le 29/05/2020.

activité est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

des comptes de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, siège social, 77230 Dammarville en Goële.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

En 2020, la société Aldi Reims SARL n'a ni ouvert ni fermé de magasins, pour les magasins exploités au 31 décembre 2019. En outre :

- aucun transfert d'actif n'a été fait ;

- aucun transfert de passif n'a été fait ;

- aucune distribution de dividendes à hauteur de 3 700 000 € à la société ALDI SARL.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Le COVID 19 génère depuis le début de l'année 2020 une crise sanitaire qui a conduit les autorités françaises à déclarer l'état d'urgence sanitaire afin de limiter la propagation de l'épidémie. Cet état d'urgence sanitaire s'est traduit par la mise en place d'un confinement généralisé, qui a débuté le 17 mars 2020 et a pris fin le 11 mai 2020.

Malgré tout, la société a pu maintenir son activité, puisque les magasins ont été autorisés à poursuivre leur exploitation durant le confinement.

Les magasins sont restés ouverts pendant cette période. Dès mi-mars, les dispositifs de sécurité des espaces de travail et des surfaces de vente ont été mis en place et ont permis de maintenir nos clients et nos salariés dans les meilleures conditions possibles. Ces mesures ont été adaptées, compte tenu de l'évolution des mesures de confinement annoncées par le gouvernement.

En raison de l'incertitude de l'évolution du COVID au cours des prochains mois, l'exercice 2020 est encore difficile à appréhender. Néanmoins, les dispositifs de sécurité mis en place ont engendré des coûts supplémentaires non prévus.

COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATIONPrincipes

Les comptes sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC du Plan Comptable Général et aux dispositions du Code de Commerce relatives aux comptes annuels (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-174).



Handwritten signature or initials.

X COMPTES ANNUELS

2/8

nt de méthode

t de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

nt de présentation

t de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

s aux principes généraux

s états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des es.

'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

ons incorporelles et corporelles

s éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après ises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner évue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la if immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

s incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les ties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

	Durée (ans)
	3 à 10
	10 à 20
es et agencements	5 à 10
et de magasin	5 à 10
t VL	4 à 5
t PL	8 et 12
	4 à 10
	10
	10

des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée

nts constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la pice afin de déterminer leur valeur actuelle.

commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation évisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur anciers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.).Si la valeur érieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne qu'en cas de sortie de l'actif concerné.



dettes

inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de

cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés
endues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

ués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des
en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié
frais de commercialisation.

es stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par
s soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de

comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur
ance ou le montant ne peuvent être fixées de façon précise, si une
date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement
le provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans
s équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour
carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

LE BILAN

sé

es

s valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette

nts et dépréciations

les amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux
a fin de cette annexe.

mmerce

ommercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 10 349 143 euros,
manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
acquis			
reçus en apport à la valeur réelle			
reçus en apport à la VNC	14 310	3 961	10 349
	14 310	3 961	10 349

nt

se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
	14 712	15 089
	252	209
	56	73
mables	130	130
	15 150	15 501

du stock de marchandises à hauteur de 119 K€ a été constatée au

des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont
n tableau figurant à la fin de cette annexe.

nstatées d'avance

	31 décembre N K€
	485
	152
	637

recevoir

	31 décembre N K€
s à recevoir	2498
s à recevoir	
t – produits à recevoir	
avoir	
recevoir	130
	2628

opres

al

d'un montant de 10 917 400 euros, est composé de 54 587 parts d'une
200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

44



LA

COMPTES ANNUELS

5/8

capitaux propres

	K€
31 décembre N-1	16 442
ns réglementées	-117
	-3 700
tion du capital social	3 218
31 décembre N	15 843

lementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées es par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en es fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la égressif fiscal.

visions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

exercice d'un montant de 515 K€ comprennent des montants utilisés au our 470 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui

figurant en provisions (1 535K€) sont issus des apports partiels d'actifs bre 2009

es dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont tableau figurant à la fin de cette annexe.

payer

	31 décembre N
	K€
er	171
es	14 849
à payer	2 413
- charges à payer	774
er	2 315
blir	-
ayer	686
	21 208

m



LH

R LE COMPTE DE RESULTAT

du chiffre d'affaires

hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
dis	275 249	274 203
ses - biens	111	131
ses - services	583	553
	275 943	274 887

ancier

	K€
s	58
	49
nciers	9
nciers	
s	- 70
nciers	- 70
ncières	
	-12

ceptionnel

	K€
nels	1 138
stion	374
sements dérogatoires	129
provisions et dépréciations exceptionnelles	603
s d'immobilisations	20
els divers	10
nelles	- 740
stion	- 102
ble des immobilisations sorties	- 305
sements dérogatoires	-13
provisions et dépréciations exceptionnelles	-320
elles diverses	
nel	398

s sociétés

e du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

e la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement.
e à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et
dditionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration



LH

COMPTES ANNUELS

7/8

...t que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les
...ommun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des

... l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

	Résultat avant IS	Déductions	Réintégr.	Total	IS	Résultat après IS
	5073	-1144	1166	5 095	-1699	3 374
	398	0	0	398	-133	265
	-602	- 508	565	- 545	182	- 420
	4 869	-1 652	1 731	4 948	-1 650	3 218

impôt

	Base d'IS K€	IS (28%) K€
ultérieurement :		
ts dérogatoires	256	72
les temporairement :		
	- 405	- 113
	- 691	- 193
es salariés	- 565	- 158
	-1405	-393

charges

	K€
de personnel	85
d'exploitation	103
ais de formation	1
ce	11
	200



INFORMATIONS

ven

	Personnel salarié
	82.65
	91.08
	442.36
	616.09

ts hors bilan

nt en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
	937
	865
és	1 802

d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux % et d'un taux d'actualisation de 0,43 %, la convention collective nationale celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

ts de crédit-bail

agements

	K€
es	
ncaires reçues	194
	194

on des dirigeants

es organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect eignements à caractère individuel.

s avec des parties liées

tenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de ation concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article mptable général.

IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Développement (I)				
Immobilisations incorporelles (II)		14 382 886		47 534
	Dont composants			
Immobilisation propre				
Immob. construites		8 821 191		523 926
Immob. agenc. et aménagements		699 785		0
Immob. matériel et outillage		6 733 393		2 235 092
Immobilisations générales, agencements, aménagements divers		21 156 605		4 292 811
Immobilisation de transport		3 019 553		317 500
Immobilisation de bureau et mobilier informatique		1 794 197		73 578
Immobilisations récupérables et divers				
Immobilisations en cours				
	TOTAL (III)	42 224 725		7 442 907
Immobilisations mise en équivalence				
Immobilisations financières		80 729		
	TOTAL (IV)	80 729		
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	66 688 340		7 490 441

IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
	Virement	Cession		
Développement (I)				
Immobilisations incorporelles (II)			14 430 420	
Immobilisation propre				
Immob. construites		472 500	8 872 617	
Immobilisations générales, agencements et aménagements		84 470	615 315	
Immob. matériel et outillage		460 780	8 507 706	
Immobilisations générales, agencements, aménagements		1 206 489	24 242 927	
Immobilisation de transport		30 030	3 307 023	
Immobilisation de bureau et mobilier informatique		151 694	1 716 081	
Immobilisations récupérables et divers				
Immobilisations en cours				
	TOTAL (III)	2 405 963	47 261 669	
Immobilisations mise en équivalence				
Immobilisations financières			80 729	
	TOTAL (IV)		80 729	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	2 405 963	61 772 818	



Handwritten signature

[illegible]

es provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
rs et pétroliers				
prix				
es	373 229	12 568	129 057	256 739
exceptionnelles de 30%				
onger avant 1.1.1992				
onger après 1.1.1992				
allation				
tées				
TOTAL (I)	373 229	12 568	129 057	256 739
	78 000	24 000	6 000	96 000
marchés à terme				
t pénalités				
change				
	1 535 283			1 535 283
ment des immobilisations				
ien				
oc et fisc sur congés à payer				
ues et charges	532 014	423 156	509 005	446 165
TOTAL (II)	2 145 297	447 156	515 005	2 077 448
ons incorporelles	3 960 684			3 960 684
ons corporelles	603 739	319 786	603 739	319 786
a équivalence				
ticipation				
os financières				
	178 891	118 750	178 891	118 750
ents	283 524	44 418		327 942
réciations				
TOTAL (III)	5 026 838	482 954	782 630	4 727 162
TOTAL GENERAL (I + II + III)	7 545 365	942 678	1 426 693	7 061 349
d'exploitation		610 324	693 896	
financières				
exceptionnelles		332 353	732 797	
en équivalence				



OS

Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Participations				
Sociétés		80 729		80 729
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		80 729		80 729
Titres		700 932	700 932	
Titres prêtés		213 455	213 455	
Sociétés		18 054	18 054	
Organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices		22 727	22 727	
Taxe sur la valeur ajoutée		4 322 649	4 322 649	
Autres impôts				
Etat - divers				
		5 525 622	5 525 622	
		3 003 876	3 003 876	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		13 807 314	13 807 314	
		637 119	637 119	
TOTAL DES CREANCES		14 525 162	14 444 434	80 729
Exercice				
En cours d'exercice				
Aux associés				
Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Dettes				
Emprunts de crédits moins de 1 an à	3 802 248	3 802 248		
Emprunts de crédits plus de 1 an à				
Autres divers	889 835	889 835		
Dettes rattachées	24 843 140	24 843 140		
Dettes	2 539 184	2 539 184		
Organismes sociaux	1 824 910	1 824 910		
Impôts sur les bénéfices	38 266	38 266		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 434 371	2 434 371		
Engagements cautionnés				
Autres impôts	2 344 219	2 344 219		
Comptes rattachés	1 786	1 786		
	67 995	67 995		
	734 896	734 896		
Empruntés				
TOTAL DES DETTES	39 520 850	39 520 850		
En cours d'exercice		Emprunts auprès des associés		
En cours d'exercice		personnes physiques		



ALDI REIMS
à Responsabilité Limitée au capital de 10.917.400 euros
Siège Social : 2, avenue des Bornes
Zone d'Activité Derrière Moutier
51390 Gueux
501 434 898 RCS Reims

BAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 JUIN 2020
DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

ON

prouve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les
e font apparaître un bénéfice net comptable de 3.217.955 euros, décide
on suivante :

e..... 3.217.955 euros
ste « Report à Nouveau » 69.382 euros

éficé distribuable de 3.287.337 euros

dividende brut de 3.200.000 euros

..... 87.337 euros
Report à Nouveau »

dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé
s le cadre de la distribution de dividendes qui vient d'être décidée, que le
enus distribués, soit 3.200.000 euros, n'est pas éligible à la réfaction de
° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

endes sera effectué à compter de ce jour.

dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé
es dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les

	Revenus éligibles à la réfaction de 40%	Revenus non éligibles à la réfaction de 40%
	0 €	3.700.000 €
	0 €	4.500.000 €
	0 €	5.000.000 €

Pour copie certifiée conforme
La Gérance



ALDI REIMS S.A.R.L.

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



Paris, le 29 mai 2020

A l'Associé unique

ALDI REIMS
Société à responsabilité limitée
Gueux

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI REIMS S.A.R.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Gérant le 29 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

ALD-580-043-20-SC-RAP

COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris
SAS au capital de 100 000 €
R.C.S. 334 591 724 – SIRET 334 591 724 00029 – T.V.A. FR 75 334 591 724

 **MOORE**
An independent member
firm of Moore Global
Network Limited

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant arrêté le 29 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
ALDI REIMS S.A.R.L.
Page 3



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par


Andreas Johst
Associé


Yann Goineau
Associé

Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
ALDI REIMS S.A.R.L.
Page 5

Annexes

Les comptes annuels sont numérotés de la page C1 à la page C16

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	120 594	64 718	55 876	11 358
Fonds commercial	14 309 826	3 960 684	10 349 142	10 349 142
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	14 430 420	4 025 402	10 405 018	10 360 500
Terrains				
Constructions	9 487 932	5 822 725	3 665 207	3 560 285
Installations techniques, matériel	8 507 706	5 586 300	2 921 405	1 440 645
Autres immobilisations corporelles	29 266 031	19 043 807	10 222 224	7 821 249
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	47 261 669	30 452 833	16 808 836	12 822 179
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	80 729		80 729	80 729
TOTAL immobilisations financières	80 729		80 729	80 729
Total Actif Immobilisé (II)	61 772 818	34 478 235	27 294 583	23 263 408
Matières premières, approvisionnements	437 618		437 618	412 296
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	14 712 515	118 750	14 593 765	14 909 963
TOTAL Stock	15 150 133	118 750	15 031 383	15 322 259
Avances et acomptes versés sur commandes	16 380		16 380	3 094
Clients et comptes rattachés	914 387	327 942	586 445	603 357
Autres créances	12 892 927		12 892 927	15 393 409
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	13 807 314	327 942	13 479 372	15 996 766
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	982 692		982 692	477 940
TOTAL Disponibilités	982 692		982 692	477 940
Charges constatées d'avance	637 119		637 119	607 856
TOTAL Actif circulant (III)	30 593 638	446 692	30 146 946	32 407 915
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	92 366 456	34 924 927	57 441 528	55 671 323



[Signature]

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :10 917 400,00)	10 917 400	10 917 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	290 014	290 014
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 091 740	1 091 740
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	1 091 740	1 091 740
Report à nouveau	69 382	63 108
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 217 955	3 706 274
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	256 739	373 229
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	15 843 230	16 441 764
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	542 165	610 014
Provisions pour charges	1 535 283	1 535 283
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 077 448	2 145 297
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 802 248	5 751 251
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	889 835	793 087
TOTAL Dettes financières	4 692 083	6 544 338
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 843 140	23 419 621
Dettes fiscales et sociales	9 180 950	6 620 230
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 786	2 427
Autres dettes	802 891	497 646
TOTAL Dettes d'exploitation	34 828 767	30 539 923
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	39 520 850	37 084 261
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	57 441 528	55 671 323



[Signature]

Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		275 249 070		275 249 070	274 202 783
Production vendue biens		111 449		111 449	131 452
Production vendue services		583 231		583 231	553 167
Chiffres d'affaires nets		275 943 750		275 943 750	274 887 402
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				895 640	1 404 954
Autres produits				922 141	686 669
Total des produits d'exploitation (I)				277 761 531	276 979 025
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				207 044 821	209 002 299
Variation de stock (marchandises)				376 339	-1 207 075
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				1 164 469	1 137 073
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				17 513	4 756
Autres achats et charges externes				30 065 836	28 885 363
Impôts, taxes et versements assimilés				2 777 760	2 826 373
Salaires et traitements				18 183 725	18 412 506
Charges sociales				5 550 941	5 401 156
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements		3 437 429	2 902 035
		Dotations aux provisions			147 532
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		163 168	462 415
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		447 156	481 355
Autres charges				3 446 961	2 603 590
Total des charges d'exploitation (II)				272 676 117	271 059 378
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				5 085 414	5 919 647
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés				57 705	58 565
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				57 705	58 565
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées				70 278	488
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				70 278	488
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				-12 573	58 077
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				5 072 841	5 977 724



[Signature]

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	374 884	529 202
Produits exceptionnels sur opérations en capital	30 403	64 466
Reprises sur provisions et transferts de charges	732 797	1 064 551
Total des produits exceptionnels (VII)	1 138 083	1 658 219
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	102 208	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	305 791	324 689
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	332 353	1 548 202
Total des charges exceptionnelles (VIII)	740 353	1 872 891
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	397 730	-214 672
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	601 843	507 840
Impôts sur les bénéfices (X)	1 650 773	1 548 938
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	278 957 319	278 695 809
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	275 739 364	274 989 535
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	3 217 955	3 706 274

ALDI REIMS SARL
2, avenue des Bornes
51390 GUEUX

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019 et ont été arrêtés par la gérante de la société le 29/05/2020.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 527 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société Aldi Reims SARL n'a ni ouvert ni fermé de magasins, pour un total de 63 magasins exploités au 31 décembre 2019. En outre :

- 1 magasin a fait l'objet d'un transfert ;
- 3 magasins ont fait l'objet d'une reconstruction.

La société a versé des dividendes à hauteur de 3 700 000 € à la société ALDI SARL.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

L'épidémie de COVID 19 génère depuis le début de l'année 2020 une crise sanitaire mondiale. Cette crise a conduit les autorités françaises à déclarer l'état d'urgence sanitaire en mars 2020, afin de limiter la propagation de l'épidémie. Cet état d'urgence sanitaire s'est notamment traduit par la mise en place d'un confinement généralisé, qui a débuté le 17 mars 2020 pour prendre fin le 11 mai 2020.

Dans ce contexte, la société a malgré tout pu maintenir son activité, puisque les supermarchés ont été autorisés à poursuivre leur exploitation durant le confinement.

Ainsi, les magasins sont restés ouverts pendant cette période. Dès mi-mars, les dispositifs de sécurisation des espaces de travail et des surfaces de vente ont été mis en place et ont permis d'accueillir nos clients et nos salariés dans les meilleures conditions possibles. Plusieurs phases se sont succédées, compte tenu de l'évolution des mesures de confinement et de déconfinement annoncées par la gouvernement.

Au regard du caractère non prévisible de l'évolution du COVID au cours des prochains mois, l'impact sur les comptes 2020 est encore difficile à appréhender. Néanmoins, les dispositifs de sécurisation mis en place ont engendré des coûts supplémentaires non prévus.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et aux dispositions du Code de Commerce relatives à l'établissement des comptes annuels (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

2/8

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN**2.1 Actif immobilisé****2.1.1 Valeurs brutes**

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 10 349 143 euros, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail			
Fonds de commerce acquis			
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle			
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC	14 310	3 961	10 349
Total	14 310	3 961	10 349

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

4/8

2.2 Actif circulant**2.2.1** Stocks

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	14 712	15 089
Combustible	252	209
Emballages	56	73
Fournitures consommables	130	130
Total	15 150	15 501

Une dépréciation du stock de marchandises à hauteur de 119 K€ a été constatée au 31 décembre 2019.

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers magasins	485
Autres	152
Total	637

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	
Fournisseurs – avoirs à recevoir	2498
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Etat – produits à recevoir	
Divers – produits à recevoir	130
Total	2628

2.5 Capitaux propres**2.5.1** Capital social

Le capital social, d'un montant de 10 917 400 euros, est composé de 54 587 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

5/8

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	16 442
Variation des provisions réglementées	-117
Dividendes versés	-3 700
Augmentation / réduction du capital social	
Résultat de l'exercice	3 218
Capitaux propres au 31 décembre N	15 843

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 515 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 470 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 45 K€.

Les impôts différés figurant en provisions (1 535K€) sont issus des apports partiels d'actifs intervenus en décembre 2009

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	171
Factures non parvenues	14 849
Personnel – charges à payer	2 413
Organismes sociaux – charges à payer	774
Etat – charges à payer	2 315
Clients – avoirs à établir	-
Divers – charges à payer	686
Total	21 208

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	275 249	274 203
Refacturations diverses - biens	111	131
Refacturations diverses - services	583	553
Total	275 943	274 887

3.2 Résultat financier

	K€
Produits financiers	58
Escomptes reçus	49
Produits d'intérêts financiers	9
Autres produits financiers	
Charges financières	- 70
Charges d'intérêts financiers	- 70
Autres charges financières	
Résultat financier	-12

3.3 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	1 138
Sur opération de gestion	374
Reprises sur amortissements dérogatoires	129
Autres reprises de provisions et dépréciations exceptionnelles	603
Produits de cessions d'immobilisations	20
Produits exceptionnels divers	10
Charges exceptionnelles	- 740
Sur opération de gestion	- 102
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	- 305
Dotations aux amortissements dérogatoires	-13
Autres dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	-320
Charges exceptionnelles diverses	
Résultat exceptionnel	398

3.4 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

7/8

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.4.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

K€	Résultat avant IS	Déductions	Réintégr.	Total	IS	Résultat après IS
Résultat courant	5073	-1144	1166	5 095	-1699	3 374
Résultat exceptionnel	398	0	0	398	-133	265
Participation des salariés	-602	- 508	565	- 545	182	- 420
Total	4 869	-1 652	1 731	4 948	-1 650	3 218

3.4.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (28%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	256	72
...		
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	- 405	- 113
Tascom	- 691	- 193
Participation des salariés	- 565	- 158
...		
Total	-1405	-393

3.5 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	85
Transfert de charges d'exploitation	103
Remboursement de frais de formation	1
Indemnités d'assurance	11
Total	200

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

8/8

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1** Effectif moyen

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	82.65
Agents de maîtrise	91.08
Employés	442.36
Total	616.09

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1** Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	937
Non cadres	865
Total droits cumulés	1 802

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1,84 % et d'un taux d'actualisation de 0,43 %, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.2 Engagements de crédit-bail

Néant

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	194
Total	194

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
					Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				14 382 886		47 534
Terrains		Dont composants				
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			8 821 191		523 926
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions			699 785		0
Installations techniques, matériel et outillage industriels				6 733 393		2 235 092
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			21 156 605		4 292 811
	Matériel de transport			3 019 553		317 500
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 794 197		73 578
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL (III)				42 224 725		7 442 907
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières				80 729		
TOTAL (IV)				80 729		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				56 688 340		7 490 441

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)					14 430 420	
Terrains						
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui			472 500	8 872 617	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			84 470	615 315	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				460 780	8 507 706	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		1 206 489	24 242 927		
	Matériel de transport		30 030	3 307 023		
	Matériel de bureau et mobilier informatique		151 694	1 716 081		
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL (III)				2 405 963	47 261 669	
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières					80 729	
TOTAL (IV)					80 729	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				2 405 963	61 772 818	



Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables			Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			61 702	3 016		64 718	
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui		4 658 383	521 501	292 253	4 887 631	
	Installations générales, agencements		698 569	1 209	84 470	615 309	
Installations techniques, matériels et outillages			5 292 748	744 337	450 785	5 586 300	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers		14 126 262	1 987 112	1 100 553	15 012 821	
	Matériel de transport		2 551 145	78 040	21 989	2 607 196	
	Matériel de bureau, informatique et mobilier		1 471 699	102 214	150 123	1 423 791	
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)			28 798 807	3 434 413	2 100 172	30 133 048	
TOTAL GENERAL (I + II + III)			28 860 509	3 437 429	2 100 172	30 197 766	
Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentie l de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport	12 568			129 057			-116 490
Mat bureau							
Emball.							
CORPO.	12 568			129 057			-116 490
Acquis. de titres							
TOTAL	12 568			129 057			-116 490
Cadre C	Charges réparties sur plusieurs exercices			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							



[Handwritten signature]

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	373 229	12 568	129 057	256 739
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	373 229	12 568	129 057	256 739
Provisions pour litige	78 000	24 000	6 000	96 000
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	1 535 283			1 535 283
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	532 014	423 156	509 005	446 165
TOTAL (II)	2 145 297	447 156	515 005	2 077 448
Provisions sur immobilisations incorporelles	3 960 684			3 960 684
Provisions sur immobilisations corporelles	603 739	319 786	603 739	319 786
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	178 891	118 750	178 891	118 750
Provisions sur comptes clients	283 524	44 418		327 942
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	5 026 838	482 954	782 630	4 727 162
TOTAL GENERAL (I + II + III)	7 545 365	942 678	1 426 693	7 061 349
Dont dotations et reprises d'exploitation		610 324	693 896	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		332 353	732 797	
dépréciations des titres mis en équivalence				



[Signature]

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immobilisations financières				80 729		80 729
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				80 729		80 729
Clients douteux ou litigieux				700 932	700 932	
Autres créances clients				213 455	213 455	
Créances représentatives de titres prêtés		Prov pour dép ant constitués.				
Personnel et comptes rattachés				18 054	18 054	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			22 727	22 727	
	Taxe sur la valeur ajoutée			4 322 649	4 322 649	
	Autres impôts					
	Etat - divers					
Groupes et associés				5 525 622	5 525 622	
Débiteurs divers				3 003 876	3 003 876	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				13 807 314	13 807 314	
Charges constatées d'avance				637 119	637 119	
TOTAL DES CREANCES				14 525 162	14 444 434	80 729
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			3 802 248	3 802 248		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			889 835	889 835		
Fournisseurs et comptes rattachés			24 843 140	24 843 140		
Personnel et comptes rattachés			2 539 184	2 539 184		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 824 910	1 824 910		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		38 266	38 266		
	Taxe sur la valeur ajoutée		2 434 371	2 434 371		
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts		2 344 219	2 344 219		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 786	1 786		
Groupes et associés			67 995	67 995		
Autres dettes			734 896	734 896		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			39 520 850	39 520 850		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

